

La Vie Internationale

Nationalisme et Intérêt

Les remous provoqués par le rejet de la C.E.D. ne sont pas près de s'effacer. Ils semblent plutôt s'étendre dans une sorte de silence. Beaucoup de l'étranger, réfléchissent et revoient leur jugement. L'interview au « Times » et le discours radiodiffusé d'Adenauer qui a provoqué l'irritation des neutralistes français, a fait une forte impression sur tous ceux que hantent les exemples du passé. Les déceptions provoquées en Allemagne par les échecs de Briand, la désagrégation de la République de Weimar ont été confrontés avec l'apparition à la tribune de notre Assemblée Nationale, le jour du coup de grâce à la C.E.D., du survivant des politiques de la III^e République. Le nationalisme français n'était pas mort.

Une erreur historique.

Disons-le cependant. Une erreur historique est en train de se constituer : ce n'est pas la résurrection du nationalisme français qui est responsable de l'échec de la C.E.D. Certes ce nationalisme existe à l'Assemblée. Il est au pouvoir largement représenté. Mais que dire d'un parti qui au Parlement décide de la politique française et qui à chaque consultation électorale, n'ose même pas présenter de candidat tant il est sûr de l'accueil des citoyens. Si cette violation des principes démocratiques a été possible, c'est qu'il y avait autre chose. Le rejet de la C.E.D. à une si large majorité, la tente sinon réelle, l'a été par beaucoup qui ne sont pas des nationalistes et cela pour des raisons d'ordre économique. Il suffit de lire le rapport de M. Max Brusset à la Commission des finances sur les clauses économiques du Traité de Paris pour s'en convaincre.

L'opposition économique.

L'opposition profonde est venue de tous les milieux qui savent que la France ne peut s'intégrer à l'Europe sous quelque forme que ce soit — même militaire — sans que sa structure économique ne soit fortement ébranlée.

En présence du dynamisme de nos partenaires, la France avec ses charges trop lourdes, son équipement vieilli, son agriculture en difficile posture, subirait une crise grave si ses frontières s'ouvraient et beaucoup de parlementaires, dont le surnommé, ont mesuré les risques d'un

tel changement pour la région qu'ils représentent. C'est une responsabilité que peu d'élus osent prendre quelles que soient par ailleurs les raisons qui pourraient jouer en sens contraire.

Cela explique également l'opposition de la plupart des chefs d'entreprises qui ne sont pas nationalistes par tempérament. La simple possibilité d'un transfert de 15 % des commandes de matériel de guerre de la communauté européenne au profit des producteurs les mieux placés risquait d'enlever à la France la possibilité de produire une partie des armes destinées à ses propres forces et d'enlever une quantité de travail correspondante aux ouvriers qui les fabriquent. Et cet exemple n'est pas le seul.

D'ailleurs la France de 1950 — qui acceptait le pool charbon-acier et se montrait favorable aux projets de communauté européenne de Robert Schuman — était plus nationaliste que celle de 1954 ; le gaullisme était près de son apogée, éclatante aux élections du printemps 1951. Par contre nos prix étaient encore légèrement inférieurs aux prix mondiaux, grâce aux dévaluations récentes et au retard des salaires par rapport aux prix. La Sécurité Sociale n'avait pas encore révélé l'ampleur de son financement. L'Europe semblait possible sur un pied d'égalité économique et surtout l'Allemagne de Bonn n'avait pas pris l'essor prodigieux qu'on connaît. L'abîme entre nos possibilités de concurrence et celle de nos partenaires ne s'était pas creusé de façon visible. Il était masqué par les désordres de l'après-guerre, par l'inflation, par les effets stimulants de la guerre de Corée. Tout cela a disparu et tous ceux qui voient de près le rythme du travail français et le comparent à celui des voisins se rend compte que ce déséquilibre ne s'atténuera pas avant bien longtemps. Aucune réforme de structure ne peut suppléer à l'effort individuel. Il faudrait pour faire l'Europe se résigner à vivre selon ses moyens, à redoubler d'activité tout en s'imposant l'austérité. Il est sans doute préférable d'attendre que les autres s'endorment dans la prospérité conquise comme nous le faisons à l'abri de nos tarifs protecteurs et de nos subterfuges financiers, d'attendre du sort une solution, et d'ici-là de vivre commodément avec un déficit budgétaire de mille milliards.

Si nous insistons sur ce point capital c'est que les critiques extrêmement vives qui nous viennent de tous les côtés sont erronées dans leur objet. Les Français ne sont pas les nationalistes impénitents de Poincaré et d'Herriot. Ils travaillent peu et vivent bien et ne veulent point changer de sort... Autrement ils se seraient fort peu souciés que leur état-major perdît en peu de sa souveraineté militaire.

Les offensives sino-russes

Ces considérations ne simplifient pas le problème de la solution dite « de rechange ». De leur côté, les Sino-russes ne donnent aucun signe de vouloir faciliter la tâche de ceux qui feignent de croire à une détente. Les Chinois, en particulier, font de Formose leur objectif prochain et ne craignent pas de provoquer les Etats-Unis au moment où se tient la Conférence de Mammille en attaquant l'île de Quemoy avant-poste de Chang Kai Chek. Les Russes pour n'être pas en reste abattent un avion américain au large de la Sibérie, cela pour monter d'un degré l'exaspération de l'opinion aux Etats-Unis, effayer l'Angleterre et la France et les retenir de s'engager dans un pacte de défense du Sud-Est asiatique. La tactique de division du bloc atlantique qui a si complètement réussi jusqu'ici, se poursuit par tous les moyens imaginables.

Retour de Pékin.

On est un peu affligé de lire les considérations que les pèlerins de Pékin, M. Clément Attlee, ancien et peut-être futur premier ministre d'Angleterre, ont rapporté de leur voyage. Ils ont découvert que la Chine était plus nationaliste que communiste. En cela, ils se distingueraient des Russes et de là à conclure que la politique chinoise se détacherait un jour de celle des Soviétiques, il n'y a qu'un pas. Comme si le prétendu communisme des Russes n'était pas, tout comme celui des Chinois, un simple moyen pour inciter plus aisément leurs concitoyens et ceux des autres pays à supporter les contraintes matérielles et morales susceptibles de donner à leur nationalisme les moyens de s'imposer sur le monde.

CRITON.